Une Union plus ambitieuse

Mon programme pour l'Europe

Par la candidate à la présidence de la Commission européenne

Mme Ursula von der Leyen

ORIENTATIONS POLITIQUES POUR LA PROCHAINE COMMISSION EUROPÉENNE 2019-2024



Une Union plus ambitieuse

Pour la génération de mes parents, l'Europe incarnait un espoir de paix pour un continent trop longtemps divisé.

Pour ma génération, l'Europe incarnait un espoir non seulement de paix, mais aussi de prospérité et d'unité, espoir que nous avons concrétisé par la monnaie unique, la libre circulation et les élargissements.

Pour la génération de mes enfants, l'Europe incarne une aspiration unique.

C'est l'aspiration à vivre sur un continent où la nature et la santé sont préservées. L'aspiration à vivre dans une société où chacun peut être qui il est vraiment, vivre où il veut, aimer qui il veut et viser aussi haut qu'il veut. L'aspiration à un monde qui embrasse tout l'éventail des nouvelles technologies sans renier ses valeurs anciennes. L'aspiration à une Europe à la pointe mondiale des principaux défis de notre temps.

Lors des élections au Parlement européen de cette année, les citoyens européens se sont rendus aux urnes en nombre record pour faire entendre leur voix et leurs aspirations. Ils ont donné aux institutions et dirigeants européens le mandat clair d'une action audacieuse et décisive.

Pour répondre à cette aspiration par une action à la hauteur, nous devons redécouvrir notre unité et notre force intérieure.

Si je suis élue, je renforcerai les liens entre les peuples, les nations et les institutions. Entre les attentes et les résultats. Entre les paroles et les actes. Ma Commission sera à l'écoute des citoyens européens et se montrera audacieuse lorsqu'agir a du sens, mais laissera la main aux acteurs nationaux, régionaux et locaux lorsqu'ils sont les mieux placés pour obtenir des résultats.

Le monde d'aujourd'hui nous apparaît de plus en plus instable. Certains pouvoirs en place empruntent de nouvelles voies, faisant cavalier seul. De nouvelles forces émergent et se confortent. Les changements climatiques, technologiques et démographiques transforment nos sociétés et nos modes de vie. Un sentiment de malaise et d'anxiété s'est ainsi installé dans de nombreuses communautés de toute l'Europe.

Au cours des cinq prochaines années, nous devrons travailler ensemble pour conjurer les peurs et ouvrir des perspectives.

L'Europe doit conduire la transition vers une planète saine et un nouveau monde numérique. Mais elle n'y parviendra qu'en rassemblant et qu'en portant son modèle unique d'économie sociale de marché à la hauteur des nouvelles ambitions d'aujourd'hui.

Au moment de nous engager sur ce chemin, nous devons mettre pleinement à profit toutes nos forces, tous nos talents, tout notre potentiel. Nous devons ériger l'égalité en priorité et nous attacher à créer des chances pour tous, femmes et hommes, Européens de l'Est, de l'Ouest, du Sud et du Nord, jeunes et vieux.

Nous devons défendre nos valeurs communes et l'état de droit. Et nous devons nous doter des ressources dont nous avons besoin pour réaliser nos ambitions, notamment via notre prochain budget à long terme, sur lequel un accord devrait être trouvé aussi rapidement que possible.

Nous disposons des fondements nécessaires. Nous jouissons de taux d'emploi historiquement élevés et d'une croissance économique soutenue. Nous sommes la première superpuissance commerciale au monde. Nous fixons des normes que les autres suivent. Nous sommes sortis de la gestion de crise et pouvons désormais nous tourner vers l'avenir.

La timidité n'est pas de mise: nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli et ambitieux pour l'avenir.

Pour aller ensemble de l'avant, je veux une approche de travail plus inclusive et plus ouverte. Je veux renforcer le partenariat de la Commission avec le Parlement européen, qui est la voix des citoyens.

C'est dans cet esprit que j'ai consulté largement: je me suis inspirée de mes discussions avec les groupes politiques du Parlement européen, comme je me suis inspirée du programme stratégique du Conseil européen pour la période 2019-2024.

Les présentes orientations politiques se fondent sur les idées et priorités communes qui nous unissent. Elles ne constituent pas un programme de travail exhaustif, mais se veulent plutôt un cadre pour notre travail commun. Chaque chapitre expose les politiques que j'ai l'intention de mener pour nous permettre d'atteindre nos objectifs. Ces orientations politiques se concentrent sur six grandes ambitions pour l'Europe pour ces cinq prochaines années et bien au-delà.

- ✓ **Un pacte vert pour l'Europe**
- ✓ **Une économie au service des personnes**
- ✓ **Une Europe adaptée à l'ère du numérique**
- ✓ **Protéger notre mode de vie européen**
- ✓ **Une Europe plus forte sur la scène internationale**
- ✓ **Un nouvel élan pour la démocratie européenne**

De nouveaux défis et de nouvelles opportunités ne manqueront pas de se présenter, et nous nous adapterons, mais toujours en nous tenant aux principes et aux aspirations énoncés dans les présentes orientations politiques. **Je vois dans les cinq prochaines années une chance pour l'Europe: celle de se montrer plus ambitieuse chez elle afin de prendre le leadership sur la scène**

1. Un pacte vert pour l'Europe

Je veux que l'Europe se montre plus ambitieuse, et devienne le premier continent climatiquement neutre.

Les électeurs européens — et les Européens qui étaient trop jeunes pour voter — nous ont adressé un message fort et clair: ils veulent une véritable action en matière de changement climatique et ils veulent que l'Europe montre l'exemple.

La passion, la conviction et l'énergie de ces millions de jeunes qui ont fait entendre leur voix dans nos rues et trouvé le chemin de notre cœur sont pour moi une source d'inspiration. Ils se battent pour leur avenir, et il est du devoir de notre génération de ne pas les décevoir.

Devenir le **premier continent climatiquement neutre au monde** est le plus grand défi et la plus grande chance de notre temps. Cela suppose de prendre des mesures décisives dès à présent. Nous devons investir dans l'innovation et la recherche, repenser notre économie et moderniser notre politique industrielle.

Pour nous aider à réaliser notre ambition, **je proposerai un** pacte vert pour l'Europe **dans les 100 premiers jours de mon mandat**.

Ce pacte vert pour l'Europe inclura la **première législation européenne sur le climat, afin d'ancrer l'objectif de la neutralité climatique à l'horizon 2050 dans la loi**.

La passion, la conviction et l'énergie de ces millions de jeunes qui ont fait entendre leur voix dans nos rues et trouvé le chemin de notre cœur sont pour moi une source d'inspiration. Il est du devoir de notre génération de ne pas les décevoir.

Nous sommes en voie d'atteindre nos objectifs ambitieux au titre de l'**accord de Paris** et

pour 2030. Mais si nous visons véritablement la neutralité climatique d'ici à 2050, nous devons aller plus vite et plus loin.

Notre objectif est actuellement de réduire nos émissions de 40 % d'ici à 2030. Mais nous devons être plus ambitieux. Les émissions carbonées doivent avoir un prix. Chacun, chacune, et tous les secteurs, devront contribuer.

Je proposerai d'étendre le système d'échange de quotas d'émission au secteur maritime et de réduire au fil du temps les quotas alloués gratuitement aux compagnies aériennes. Je proposerai aussi une autre extension au trafic routier et au secteur de la construction. Si nous voulons être climatiquement neutres en 2050, il faudra faire converger les différents systèmes d'ici à 2030.

En complément de ces travaux, et pour garantir à nos entreprises des conditions de concurrence équitables, j'instaurerai une **taxe carbone aux frontières**, afin d'éviter les fuites de carbone. Nous veillerons à cet égard au plein respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce. L'idée est de partir d'un petit nombre de secteurs choisis, puis d'étendre progressivement le système. Je reverrai également la directive sur la taxation de l'énergie.

Une transition juste

Pour contribuer à provoquer le changement dont nous avons besoin, je présenterai mon **plan pour une économie parée pour l'avenir, notre nouvelle stratégie industrielle**.

L'Europe sera un leader mondial de l'**économie circulaire** et des technologies propres. Nous œuvrerons à la décarbonation des industries grosses consommatrices d'énergie.

L'Europe est une économie qui repose sur l'industrie, et dans de nombreuses régions de notre Union, la fabrique, l'usine ou l'atelier locaux sont la plaque tournante de nos communautés. C'est pourquoi j'ai la conviction que ce qui est bon pour notre planète doit être bon aussi pour nos populations, nos régions et notre économie.

Les **fonds de cohésion** jouent un rôle crucial en aidant nos régions et zones rurales de l'est à l'ouest et du nord au sud à rester en phase avec les mutations de notre monde. Mais nous devons faire plus.

Nous avons besoin d'une transition équitable pour tous.

Dans le cadre de cette transition, nous devons admettre et respecter le fait que nous ne partons pas tous avec les mêmes chances. Si nous partageons tous la même ambition, certains peuvent néanmoins avoir besoin, pour atteindre l'objectif, d'un soutien qui soit davantage adapté à leur situation.

J'ai la conviction que ce qui est bon pour notre planète doit être bon aussi pour nos populations, nos régions et notre économie. Nous veillerons à une transition juste pour tous.

Nous soutiendrons les personnes et les régions les plus affectées, au moyen d'un nouveau **Fonds pour une transition juste**. Telle est l'approche européenne: nous sommes ambitieux, mais **nous ne laissons personne derrière**.

Nous devons aussi élever le niveau de sensibilisation et de motivation. Je proposerai, pour y parvenir, un **pacte climatique européen** qui rassemblera les régions, les collectivités locales, la société civile, l'industrie et les écoles. Ensemble, ces acteurs

imagineront et adopteront un ensemble d'engagements pour induire un changement de comportement, chez l'individu comme chez la plus grande multinationale. Il s'agira d'un élément clé d'une transition équitable pour tous.

Un plan d'investissement pour une Europe durable

Les premiers et les plus rapides seront aussi ceux qui parviendront à saisir les opportunités qu'offre la transition écologique.

C'est pourquoi nous investirons des montants records dans la recherche de pointe et dans l'innovation, en exploitant au maximum la souplesse offerte par le prochain budget de l'UE pour nous concentrer sur les domaines les plus prometteurs.

Cependant, le financement public ne suffira pas. Nous devrons recourir à l'investissement privé en plaçant le financement vert et durable au centre de notre chaîne d'investissement et de notre système financier. Pour y parvenir, j'ai l'intention de présenter une **stratégie en faveur de la finance verte** et **un plan d'investissement pour une Europe durable**.

Dans ce cadre, **je proposerai aussi de convertir une partie de la Banque européenne d'investissement (BEI) en Banque européenne du climat**.

La BEI est déjà le plus grand bailleur de fonds multilatéral au monde pour le financement climatique: 25 % du total de ses financements sont consacrés aux investissements pour le climat. Je souhaite au moins doubler ce chiffre d'ici à 2025.

Le plan d'investissement pour une Europe durable soutiendra des investissements à hauteur de mille milliards d'euros sur les dix prochaines années, dans chaque recoin de l'UE.

Des objectifs plus ambitieux pour 2030

Nous devons revoir à la hausse nos objectifs à l'horizon 2030. Je veux une réduction des émissions d'au moins 50 % d'ici à 2030. Mais pour faire vraiment la différence, le monde doit aller ensemble de l'avant. **L'UE prendra l'initiative de négociations internationales en vue d'élever le niveau d'ambition d'autres émetteurs majeurs d'ici à 2021**.

Et je m'engage à présenter, pour 2021 au plus tard, un plan complet visant à **porter si possible à 55 % l'objectif de réduction des émissions de l'Union européenne d'ici à 2030, de façon responsable**.

Ce plan s'appuiera sur des analyses de l'impact environnemental, économique et social, il garantira des conditions de concurrence équitables et il stimulera l'innovation, la compétitivité et l'emploi.

Préserver l'environnement naturel en Europe

Changement climatique, biodiversité, sécurité alimentaire, déforestation et détérioration des sols vont de pair. Nous devons changer la manière dont nous produisons, dont nous consommons et dont nous commerçons. La préservation et la régénération de notre écosystème doivent guider toute notre action. Nous devons fixer de nouvelles normes de biodiversité qui s'appliquent horizontalement dans le commerce, l'industrie, l'agriculture et la politique économique.

Dans le cadre du pacte vert pour l'Europe**, nous présenterons une stratégie en matière de biodiversité à l'horizon 2030**.

Notre environnement, nos joyaux naturels, nos mers et nos océans doivent être conservés et protégés. L'Europe coopérera avec ses partenaires dans le monde pour réduire les

pertes de biodiversité en l'espace des cinq prochaines années. Je souhaite que l'Europe soit en pointe à la Conférence des parties à la convention sur la diversité biologique de 2020, comme ce fut le cas à la conférence de Paris sur le climat en 2015.

Nous devons protéger le travail essentiel que réalisent nos agriculteurs pour fournir aux Européens une alimentation riche, abordable et saine. Ils ne peuvent y parvenir qu'à condition d'en tirer des revenus suffisants pour faire vivre décemment leurs familles. Nous soutiendrons nos agriculteurs grâce à une nouvelle **«stratégie "de la ferme à l'assiette"» pour une alimentation durable** à tous les stades de la chaîne de valeur.

Plus de 50 % des Européens vivent dans une région rurale. Ces régions forment le tissu de notre société et sont le cœur battant de notre économie. La diversité de nos paysages, de notre culture et de notre patrimoine est l'une des principales caractéristiques de l'Europe, et l'une des plus remarquables. Les régions rurales constituent une part essentielle de notre identité et de notre potentiel économique. **Nous protégerons nos régions rurales, nous les préserverons et nous investirons dans leur avenir.**

La santé des citoyens européens et celle de la planète sont indissolublement liées: c'est la qualité de l'air que nous respirons, de l'eau que nous buvons, de la nourriture que nous mangeons et la sécurité des produits que nous utilisons.

Pour la santé de nos citoyens, de nos enfants et de nos petits-enfants, **l'Europe doit avoir pour ambition d'arrêter progressivement toute pollution**. Je proposerai une stratégie transversale pour protéger la santé des personnes contre la détérioration de l'environnement et la pollution, en veillant à la qualité de l'air et de l'eau et en contrôlant les produits chimiques dangereux, les émissions industrielles, les pesticides et les perturbateurs endocriniens.

Une Europe durable, c'est une Europe qui ouvre des perspectives, qui innove, qui crée des emplois et qui permet à ses industries d'être compétitives. L'économie circulaire est essentielle à la conception du futur modèle économique européen.

Je proposerai un **nouveau plan d'action pour l'économie circulaire** qui mettra l'accent sur l'utilisation durable des ressources, en particulier dans les secteurs gros consommateurs de ressources et à fort impact tels que le textile et la construction.

Je souhaite que l'Europe soit en pointe sur la question des plastiques à usage unique. D'ici à 2050, les océans contiendront plus de plastique que de poissons. Il est temps de prendre ce problème à bras le corps pour renverser la tendance. La législation européenne est déjà applicable aux dix articles en plastique que l'on retrouve le plus sur les plages du continent. J'ai la volonté d'ouvrir un nouveau front dans notre lutte contre les déchets en plastique, en visant les micro-plastiques.

2. Une économie au service des personnes

Je veux une Europe plus ambitieuse en matière d'équité sociale et de prospérité. C'est en effet la promesse fondatrice de notre Union.

Je suis fière de notre modèle européen unique d'économie sociale de marché. Ce modèle permet à nos économies de se développer — et constitue le moteur de la

lutte contre la pauvreté et les inégalités. Il assure la primauté de l'équité sociale et du bien-être social.

À l'heure où nous repensons le mode de fonctionnement de notre industrie et de notre économie, il est crucial de renforcer notre économie sociale de marché.

Notre objectif d'une planète en bonne santé et climatiquement neutre doit se fonder sur une économie sociale de marché forte et résiliente. Ce que nous voulons dépenser pour cette transition, nous devons d'abord le gagner.

Soutenir les petites entreprises

Cela suppose d'abord de renforcer l'épine dorsale de notre économie: nos **petites et moyennes entreprises** (PME).

Les PME représentent 99 % de l'ensemble des entreprises et 85 % des nouveaux emplois créés au cours des cinq dernières années. Ce sont en leur sein que se trouvent nos innovateurs et nos entrepreneurs. Elles forment nos jeunes à des métiers. Elles sont l'incarnation de tout ce qu'il y a de bon dans notre économie.

Nous avons besoin de plus d'innovateurs jeunes et vifs capables de développer des technologies de pointe, comme l'ont fait les actuels géants de la technologie il y a seulement une décennie.

Je veux faire en sorte que nos petites entreprises puissent devenir plus facilement de grands innovateurs. Nous devons continuer à développer le marché du financement de la croissance pour les entreprises innovantes de demain.

C'est pourquoi je présenterai une **stratégie spécifique pour les PME**, afin qu'elles puissent prospérer, moyennant un allégement des formalités administratives et une amélioration de leur accès au marché.

Nous **parachèverons l'union des marchés des capitaux** afin que les PME aient accès aux financements dont elles ont besoin pour croître, innover et changer d'échelle. Pour soutenir ce processus, je créerai **un fonds public-privé spécialisé dans les introductions en bourse de PME**, avec un investissement initial de l'UE qui pourrait être complété dans des proportions équivalentes par des investisseurs privés.

Approfondir notre Union économique et monétaire

Nos concitoyens et nos entreprises ne peuvent prospérer que si l'économie fonctionne pour eux. C'est tout le sens de notre économie sociale de marché.

Après plusieurs années de reprise, l'économie européenne est stable; l'emploi, la croissance et l'investissement ont tous retrouvé leur niveau d'avant la crise, voire l'ont dépassé. Les finances publiques continuent d'aller mieux, notre système bancaire est plus robuste, et les fondations de notre Union économique et monétaire sont plus solides que jamais.

Nous ne devons pas relâcher notre effort, car des nuages se forment à l'horizon; certains risques sont dus à des tensions commerciales, d'autres, à une croissance mondiale qui ralentit. Nous avons besoin de conditions d'investissement plus attrayantes et d'une croissance qui crée des emplois de qualité, en particulier pour les jeunes.

L'euro, notre devise commune, est bien davantage que les pièces et les billets que nous avons en poche. C'est le symbole de notre unité et de la promesse de prospérité et de protection qu'incarne l'Europe.

Nous ne devons jamais cesser de le renforcer. J'accorderai la priorité à un **nouvel approfondissement de l'Union économique et monétaire**.

C'est dans ce cadre que je contribue à la **création d'un instrument budgétaire de convergence et de compétitivité pour la zone euro**, afin de soutenir les réformes et les investissements des États membres en faveur de la croissance. Par ailleurs, je renforcerai les mesures de soutien aux pays non membres de la zone euro qui se préparent à la rejoindre.

J'exploiterai pleinement la souplesse interne qu'offre le pacte de stabilité et de croissance. Cela nous aidera à appliquer une politique budgétaire plus favorable à la croissance dans la zone euro sans renoncer à notre responsabilité budgétaire.

Je placerai également au centre de mes préoccupations l'achèvement de l'union bancaire. Cela suppose notamment de mettre en place, pour le Fonds de résolution unique, un dispositif d'assurance de dernier recours en cas de résolution d'un établissement bancaire — un filet de sécurité commun.

Pour que les consommateurs aient toute tranquillité d'esprit quant à la sécurité de leurs dépôts bancaires, nous avons besoin d'un **système européen d'assurance des dépôts**.

Ce sont là les éléments qui manquent encore à l'union bancaire, sur lesquels nous devons nous mettre d'accord sans délai. Je proposerai aussi des mesures en vue de créer un cadre robuste pour la résolution et l'insolvabilité bancaires.

Ma volonté est de **renforcer le rôle international de l'euro**, et notamment sa représentation extérieure. Un marché des capitaux solide, intégré et résilient constitue le meilleur point de départ pour que la monnaie unique soit davantage utilisée dans les échanges internationaux.

Notre politique économique doit aller de pair avec les droits sociaux, l'objectif de neutralité climatique de l'Europe et la compétitivité de l'industrie.

Je redéfinirai le Semestre européen pour en faire un instrument qui intègre les objectifs de développement durable des Nations unies.

Si nous souhaitons renforcer l'adhésion à nos décisions communes, il est indispensable de faire aller de pair la gouvernance économique et la responsabilité démocratique.

Dans cet esprit, **je veux que le Parlement européen parle d'une voix plus forte sur les questions touchant à la gouvernance économique de notre Union**.

Nos concitoyens et nos entreprises ne peuvent prospérer que si l'économie fonctionne pour eux. C'est tout le sens de notre économie sociale de marché.

Les membres de la Commission en charge des dossiers économiques viendront au Parlement européen avant chaque étape clé du cycle du Semestre européen.

Le socle européen des droits sociaux

Je pense qu'il est grand temps de concilier le *social* et le *marché* au sein de notre économie moderne.

C'est pourquoi je présenterai **un plan d'action pour la mise en œuvre intégrale du socle européen des droits sociaux**.

Dans ce cadre, nous aiderons les personnes qui travaillent à gagner décemment leur vie et les chômeurs à trouver un emploi. Nous soutiendrons nos enfants et nos jeunes en leur offrant l'éducation et les possibilités dont ils ont besoin pour réussir.

La dignité du travail est sacrée. Au cours des 100 premiers jours de mon mandat, je proposerai un instrument juridique destiné à faire en sorte que **chaque travailleur au sein de l'Union européenne bénéficie d'un salaire minimum équitable**.

Ce salaire devrait assurer un niveau de vie décent quel que soit le lieu de travail. Les salaires minimum devraient être fixés conformément aux traditions nationales, au moyen de conventions collectives ou de dispositions légales. Je crois fermement à la valeur du **dialogue social** entre employeurs et syndicats, c'est-à-dire entre les personnes qui connaissent le mieux leur secteur et leur région.

La transformation numérique est porteuse de mutations rapides qui affectent nos marchés du travail. J'examinerai les moyens d'**améliorer les conditions de travail des travailleurs de plateforme**, notamment en mettant l'accent sur les compétences et l'éducation.

La dignité du travail est sacrée. Au cours des 100 premiers jours de mon mandat, je proposerai un instrument juridique destiné à faire en sorte que chaque travailleur au sein de l'Union européenne bénéficie d'un salaire minimum équitable.

Nous devons également déployer davantage d'efforts pour soutenir ceux qui perdent leur emploi en raison d'événements extérieurs touchant notre économie.

C'est la raison pour laquelle je proposerai un **régime européen de réassurance des prestations de chômage**. Ce système protégera nos citoyens et réduira la pression s'exerçant sur les finances publiques en période de choc externe.

Nous devons redoubler d'efforts pour lutter contre la pauvreté. C'est de nos jeunes que dépend l'avenir de l'Europe. Nous devons leur apporter un soutien de l'enfance jusqu'à la vie adulte.

Le fait que près de 25 millions d'enfants de moins de 18 ans soient menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale est une honte qui rejaillit sur toute notre collectivité. Les enfants vivant dans la pauvreté sont plus susceptibles de vivre dans les mêmes conditions une fois adultes. Il nous faut briser ce cycle dangereux. Nous devons faire mieux.

Pour soutenir chaque enfant dans le besoin, je créerai la **garantie européenne pour l'enfance**, en reprenant l'idée proposée par le Parlement européen.

Cet outil permettra de faire en sorte que tout enfant menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale en Europe ait accès aux droits les plus élémentaires, tels que les soins de santé et l'éducation.

L'Europe devrait également aider les parents et les personnes ayant des responsabilités familiales à mieux concilier vie professionnelle et vie familiale. Je veillerai à ce que nous appliquions pleinement la **directive sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée**, qui encourage un meilleur partage des responsabilités entre hommes et femmes.

Je créerai la garantie européenne pour

l'enfance, pour faire en sorte que tout enfant menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale en Europe ait accès aux droits les plus élémentaires, tels que les soins de santé et l'éducation.

Cela aidera à attirer davantage de femmes sur le marché du travail et contribuera à lutter contre la pauvreté des enfants. Je ferai en sorte de soutenir cette mesure par des investissements suffisants du **Fonds social européen plus** afin d'améliorer la qualité et l'accessibilité des **systèmes d'éducation et d'accueil de la petite enfance**.

Au cours des cinq dernières années, la garantie pour la jeunesse a aidé 3,5 millions de jeunes par an à s'éduquer, à se former ou à travailler.

Sur la base de ce succès, **je ferai de la garantie pour la jeunesse un instrument permanent de lutte contre le chômage des jeunes**. Cette garantie devrait disposer d'un budget accru et faire l'objet de rapports réguliers afin qu'elle tienne ses promesses dans tous les États membres.

En tant que médecin, je crois fermement en l'importance de la santé. Quelque 40 % d'entre nous seront confrontés à un cancer à un moment donné de leur vie et pratiquement chacun d'entre nous fera un jour l'expérience de l'anxiété ou du chagrin d'un ami ou d'un membre de la famille chez qui un cancer a été diagnostiqué.

Les taux de survie sont de plus en plus élevés, en particulier grâce à des programmes de détection et de dépistage précoces. Mais nous pouvons faire beaucoup plus. Je présenterai un **plan européen de lutte contre le cancer**, destiné à aider les États membres à renforcer la lutte contre le cancer et à améliorer les soins dispensés.

Une Union de l'égalité

L'essor d'une Europe prospère et sociale dépend de nous tous. **L'égalité pour tous et l'égalité dans tous les sens du terme, voilà ce dont nous avons besoin.**

Ce sera l'une des priorités majeures de ma Commission et de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux.

Dans le monde des affaires, en politique, dans l'ensemble de la société, nous ne pouvons réaliser tout notre potentiel qu'en mettant pleinement à profit nos talents et notre diversité. Les équipes diversifiées produisent de meilleurs résultats. L'innovation naît de la rencontre d'individus ayant des parcours et points de vue variés. Face aux défis démographiques auxquels nous sommes confrontés, nous ne pouvons nous permettre de négliger aucun potentiel.

Tous ceux qui partagent les mêmes aspirations doivent se voir offrir les mêmes chances. C'est la raison pour laquelle nous **proposerons de nouveaux actes législatifs pour lutter contre les discriminations**.

Le principe «à travail égal, salaire égal» est inscrit dans le traité. Nous en ferons le principe fondateur d'une nouvelle **stratégie européenne d'égalité entre les hommes et les femmes**.

Les femmes gagnent en moyenne 16 % de moins que les hommes, alors même qu'elles obtiennent des qualifications supérieures.

Durant les 100 premiers jours de mon mandat, je présenterai des propositions en vue de l'instauration de **mesures contraignantes en matière de transparence des rémunérations**.

L'égalité hommes-femmes est une composante essentielle de la croissance économique. La

stratégie européenne d'égalité entre les hommes et les femmes couvrira tous les aspects sous lesquels la législation influence les décisions que prennent les femmes tout au long de leur vie: accepter un emploi, gérer une entreprise, percevoir un traitement, se marier, avoir des enfants, gérer des actifs, toucher une retraite. Pour toutes ces décisions importantes, nous devons garantir aux femmes et aux hommes des droits égaux.

Afin de briser le plafond de verre, nous devons **fixer des quotas garantissant une égale représentation des hommes et des femmes dans les conseils d'administration**. Ainsi que je l'ai fait en ma qualité de ministre en Allemagne, je chercherai à réunir une majorité pour débloquer la directive sur la présence des femmes dans les conseils d'administration.

En matière d'égalité hommes-femmes, **la Commission montrera l'exemple, avec un Collège composé à parts égales d'hommes et de femmes**. Et je veillerai à une représentation pleinement paritaire à tous les niveaux d'encadrement de la Commission d'ici à la fin de mon mandat. Je n'accepterai rien de moins.

Dans le monde des affaires, en politique, dans l'ensemble de la société, nous ne pouvons réaliser tout notre potentiel qu'en mettant pleinement à profit nos talents et notre diversité. Tous ceux qui partagent les mêmes aspirations doivent se voir offrir les mêmes chances.

La violence à caractère sexiste demeure une réalité terrifiante pour bien trop de personnes dans notre Union. **L'Union européenne doit tout mettre en œuvre pour prévenir la violence domestique, protéger les victimes et punir les coupables**.

L'adhésion de l'UE à la Convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence domestique demeure une priorité essentielle de la Commission.

Si le processus d'adhésion reste bloqué au niveau du Conseil, j'envisagerai de proposer des normes minimales pour la définition de certains types de violence, comme de renforcer la directive sur les droits des victimes. **Je proposerai d'ajouter la violence envers les femmes à la liste des infractions pénales définies dans le traité**.

Mais la question de l'égalité va au-delà de l'égalité entre les femmes et les hommes. **Femmes et hommes, vieux et jeunes, Ouest et Est, Nord et Sud: nos différents bagages culturels et nationaux composent le patchwork de notre identité.**

Nous pouvons avoir des convictions différentes ou appartenir à des minorités différentes, mais nous devons veiller à nous écouter les uns les autres, à apprendre les uns des autres, à embrasser cette diversité.

Trop d'Européens ont le sentiment qu'on n'a pas les mêmes chances selon qu'on vit dans telle ou telle partie de l'Europe. Nous devons utiliser tous les outils à notre disposition pour remédier à cette situation.

Justice fiscale

L'un des fondements essentiels de notre économie sociale de marché réside dans le fait que tout le monde paie sa juste part. Aucune exception ne saurait être tolérée.

Un nivellement par le bas en matière de fiscalité nuit à la capacité des pays à mettre en place des politiques fiscales qui répondent aux besoins de leurs économies et de leurs populations.

Lorsque des bénéfices sont générés, les taxes et prélèvements doivent également contribuer à nos systèmes de sécurité sociale, à nos systèmes éducatifs et à nos infrastructures.

Il est urgent de réformer les systèmes de l'impôt sur les sociétés au niveau de l'UE et au niveau international. Ces systèmes ne sont pas adaptés aux réalités de l'économie mondiale moderne et n'appréhendent pas les nouveaux modèles économiques dans le monde numérique.

Je défendrai l'équité fiscale – que ce soit pour les entreprises traditionnelles ou les sociétés du numérique.

Je veillerai à ce que la **fiscalité des grandes entreprises de haute technologie** soit une priorité. Je ne ménagerai pas mes efforts pour faire en sorte que les propositions à l'ordre du jour soient transformées en textes législatifs. Des discussions sont en cours pour trouver une solution internationale, notamment au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques. **Si cependant il n'y a toujours pas de solution en faveur d'un impôt numérique équitable à l'échelle mondiale d'ici la fin 2020, il conviendra que l'UE agisse seule**.

Les entreprises européennes sont demandeuses de systèmes fiscaux et de règles simples, en particulier lorsqu'elles exercent leurs activités à un niveau transfrontière. Au cours de la première moitié de mon mandat, je présenterai des propositions visant à améliorer l'environnement fiscal des entreprises sur le marché unique.

Une **assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés** fournirait aux entreprises un corpus réglementaire unique en vue de calculer leur assiette imposable au sein de l'Union européenne. Il s'agit d'un projet déjà ancien du Parlement européen et je me battrai pour en faire une réalité.

Les différences en matière de règles fiscales peuvent constituer un obstacle à une intégration plus poussée du marché unique. Elles peuvent ralentir la croissance, en particulier dans la zone euro où les liens économiques sont plus forts. Nous devons être capables d'agir.

J'aurai recours aux dispositions des traités qui autorisent l'adoption de propositions en matière de fiscalité selon la procédure de codécision et en vertu de décisions prises à la majorité qualifiée au Conseil. Cela nous rendra plus efficaces et plus aptes à agir rapidement, le cas échéant.

Dans le même esprit, **j'intensifierai la lutte contre la fraude fiscale** et je renforcerai notre action contre les régimes fiscaux dommageables dans les pays tiers.

3. Une Europe adaptée à l'ère du numérique

Je veux que l'Europe se montre plus ambitieuse en saisissant les possibilités offertes par l'ère du numérique, au sein d'un cadre garant de la sécurité et de l'éthique.

Les technologies numériques, en particulier l'intelligence artificielle (IA), transforment le monde à un rythme sans précédent. Elles modifient nos modes de communication, nos modes de vie et nos façons de travailler. Elles changent nos sociétés et nos économies.

L'internet des objets connecte notre monde autrement. Après les connaissances et les personnes, ce sont désormais les appareils et les capteurs physiques qui établissent des connexions entre eux. Des volumes considérables et croissants de données sont collectés.

L'Europe fixe déjà des normes dans le secteur des télécommunications. Il est temps de reproduire ce succès et d'**élaborer des normes communes pour nos réseaux 5G**.

Il est peut-être trop tard pour reproduire des géants du numérique, mais il est encore temps pour parvenir à une **souveraineté technologique** dans certains domaines technologiques essentiels.

Pour prendre la tête de la prochaine génération de géants du numérique, nous allons investir dans la chaîne de blocs, le calcul à haute performance, l'informatique quantique, les algorithmes et les outils permettant le partage ainsi que l'exploitation des données. **Nous définirons ensemble les normes applicables à cette nouvelle génération de technologies qui s'imposent à l'échelle mondiale**.

À mesure que nous investirons dans la recherche et l'innovation de rupture, nous devrons accepter le fait que l'échec fait partie intégrante de la réussite.

Les données et l'intelligence artificielle sont les ingrédients de l'innovation qui peuvent nous aider à trouver des solutions aux enjeux sociétaux actuels, que ce soit dans le domaine de la santé ou de l'agriculture, de la sécurité ou de l'industrie manufacturière.

Afin de réaliser tout ce potentiel, nous devons trouver notre propre voie européenne, en équilibrant le flux et la large utilisation des données, tout en préservant un haut degré de protection de la vie privée, de sécurité, de sûreté et d'éthique. Le règlement général sur la protection des données y a déjà contribué, et de nombreux pays ont suivi notre exemple.

Au cours des 100 premiers jours de mon mandat, je présenterai une proposition législative en vue d'une approche européenne coordonnée relative aux implications humaines et éthiques de l'intelligence artificielle. Cette proposition devrait également examiner les moyens d'utiliser les mégadonnées pour favoriser des innovations qui créent de la richesse pour nos sociétés et nos entreprises.

Je veillerai à ce que nous accordions la priorité aux investissements dans l'intelligence artificielle, à la fois par l'intermédiaire du cadre financier pluriannuel, mais aussi par un recours accru aux partenariats public-privé.

Une nouvelle **législation sur les services numériques** renforcera nos règles en matière de responsabilité et de sécurité pour les plateformes, les services et les produits numériques, et complètera notre marché unique numérique.

La numérisation et le cyberespace sont les deux faces d'une même médaille. Pour commencer, il faut changer notre état d'esprit: nous devons passer du «besoin de savoir» au «besoin de partager».

Ce changement de paradigme devrait se faire par l'intermédiaire d'une **unité conjointe de cybersécurité**, afin d'accélérer le partage d'informations et de mieux nous protéger.

Le secteur public a un rôle important à jouer pour stimuler la transformation numérique. Je souhaite que la Commission européenne montre l'exemple.

J'avancerai vers la numérisation pleine et entière de la Commission, en mettant en place de nouvelles méthodes numériques et de nouveaux outils de diplomatie numérique.

J'ai la conviction qu'ainsi, l'institution sera non seulement plus agile et plus souple, mais aussi plus transparente dans son fonctionnement. Cette mutation contribuera également à créer une culture de leadership et de travail à la fois nouvelle et plus inclusive, qui favorisera un esprit moins hiérarchique et davantage coopératif. Elle nous aidera à changer d'état d'esprit et à embrasser l'avenir.

Je crois que l'Europe peut réussir ce passage à l'ère numérique, si elle s'appuie sur ses forces et ses valeurs.

Donner aux citoyens les moyens d'agir grâce à l'éducation et aux compétences

Le meilleur moyen d'investir dans notre avenir consiste à investir dans notre population. Les compétences et l'éducation sont le moteur de la compétitivité et de l'innovation en Europe. Mais l'Europe n'est pas encore tout à fait prête. Je veillerai à ce que nous utilisions tous les instruments et fonds disponibles pour rééquilibrer les choses.

Je m'engage pleinement à **faire de l'espace européen de l'éducation une réalité d'ici à 2025**. Nous devons lever les obstacles à l'apprentissage et améliorer l'accès à une éducation de qualité. Nous devons permettre aux apprenants de passer plus facilement d'un système éducatif à l'autre dans différents pays. Et nous devons faire évoluer la culture de l'éducation vers un apprentissage tout au long de la vie qui nous enrichit tous.

Ma priorité sera de mettre l'Europe à niveau en matière de compétences numériques, tant pour les jeunes que pour les adultes, en actualisant le **plan d'action en matière d'éducation numérique**. Nous devons repenser l'enseignement en exploitant le potentiel qu'offre internet pour mettre les moyens d'apprentissage à la disposition de tous, par exemple par le recours accru à des cours en ligne ouverts à tous. L'habileté numérique doit être une base accessible à tous.

Je soutiens également l'idée du Parlement européen consistant à **tripler le budget d'Erasmus+ dans le cadre du prochain budget à long terme**.

4. Protéger notre mode de vie européen

Je veux une Europe plus ambitieuse lorsqu'il en va de la protection de nos citoyens et de nos valeurs.

Défendre l'état de droit

Une Europe qui protège doit aussi être le garant de la justice et des valeurs. Et cela n'est jamais plus important que lorsqu'il s'agit de défendre l'état de droit.

L'Union européenne est une **communauté de droit**. Cette communauté de droit est le fondement de tout ce que nous avons accompli et de tout ce qu'il nous reste à accomplir. C'est la marque de fabrique de l'Europe. C'est aussi le cœur de ma vision de l'Union: une Union de l'égalité, de la tolérance et de l'équité sociale.

La défense de nos valeurs fondamentales ne souffre aucun compromis.

Les menaces qui pèsent sur l'état de droit ébranlent les fondements juridiques, politiques et économiques de notre Union.

Il est de la responsabilité première de chaque État membre de faire respecter l'état de droit. Mais ainsi que la Cour de justice l'a récemment confirmé, nous avons aussi un intérêt commun à résoudre les problèmes. C'est pourquoi renforcer l'état de droit est également une responsabilité partagée de l'ensemble des institutions et des États membres de l'UE.

Je veillerai à ce que nous utilisions pleinement notre «boîte à outils» européenne. Je suis par ailleurs favorable à la mise en place d'un **nouveau mécanisme européen complet de protection de l'état de droit**, applicable dans l'ensemble de l'UE, avec établissement de rapports annuels objectifs par la Commission. Le suivi sera le même dans tous les États membres.

La défense de nos valeurs fondamentales ne souffre aucun compromis. Les menaces qui pèsent sur l'état de droit ébranlent les fondements juridiques, politiques et économiques de notre Union.

La Commission exercera ce suivi dans le cadre d'un dialogue étroit avec les autorités nationales, un dialogue qui se fondera sur le droit et notamment la jurisprudence récente de notre Cour de justice indépendante. Je veillerai en outre à conférer au Parlement européen un rôle plus important dans ce mécanisme de protection de l'état de droit.

Cette nouvelle approche sera garante de transparence, elle permettra de détecter précocement les problèmes et elle offrira un soutien ciblé pour leur résolution rapide.

Notre objectif est de proposer une solution qui protège l'état de droit dans un cadre de coopération et de soutien mutuel, mais sans écarter pour autant la possibilité d'une réponse efficace, proportionnée et dissuasive en dernier ressort.

J'entends veiller à une plus stricte application des règles, en m'appuyant sur les récents arrêts de la Cour de justice mettant en évidence l'impact, sur le droit de l'Union, des violations de l'état de droit. Je soutiens la proposition de **faire de l'état de droit une partie intégrante du prochain cadre financier pluriannuel**.

Il s'agit de renforcer notre confiance mutuelle, qui est aussi bénéfique pour notre marché intérieur qu'elle l'est pour notre unité interne.

La Commission sera toujours la gardienne indépendante des traités. La justice est aveugle: elle défendra l'état de droit partout où il est attaqué et par qui ce soit.

Des frontières solides et une nouvelle approche en matière de migration

Je proposerai un nouveau pacte sur la migration et l'asile, avec notamment la réouverture des discussions pour la réforme des règles de Dublin en matière de droit d'asile.

Je sais combien les discussions sur ce sujet sont complexes et clivantes. Nous devons apaiser les préoccupations légitimes d'un grand nombre de personnes et étudier les moyens de surmonter nos différences. Nous devons envisager cette problématique de manière globale.

Nous avons besoin de frontières extérieures solides. L'un des éléments clés d'une telle ambition est **le renforcement de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes**. Si nous adoptons le cadre financier pluriannuel en temps utile, nous pourrons arriver à un effectif permanent de 10 000 garde-frontières **Frontex** avant la date cible actuelle de 2027. Je souhaite que ces garde-frontières pleinement opérationnels soient en place aux frontières extérieures de l'UE d'ici 2024.

Nous devons moderniser notre régime d'asile. La qualité essentielle d'un **régime d'asile européen commun** est précisément celle d'être commun. Nous ne pourrons bénéficier de frontières extérieures stables que si nous accordons toute l'aide nécessaire aux États membres qui subissent la pression la plus forte du fait de leur emplacement géographique. Nous devons tous nous entraider et faire notre part.

Ces mesures nous permettront de **revenir à un espace Schengen de libre circulation qui fonctionne pleinement**, car c'est un facteur essentiel de notre prospérité, de notre sécurité et de nos libertés. Nous devons cependant améliorer le fonctionnement de cet espace et préparer son éventuel élargissement.

Nous avons besoin d'un nouveau mode de répartition de la charge. Il nous faut adopter une nouvelle approche.

Notre responsabilité commence dans les **pays d'origine** de ceux qui viennent en Europe. Ce n'est pas une décision facile de quitter son pays pour entreprendre un voyage plein de dangers. Ceux qui font ce choix estiment qu'ils n'ont pas d'autre solution.

Nous devons clairement mettre l'accent, dans notre coopération au développement, sur **l'amélioration des perspectives d'avenir des jeunes des deux sexes dans leurs pays d'origine**. Nous devons, dans ces pays, investir dans la santé, dans l'éducation et la qualification, dans l'infrastructure, la croissance durable et la sécurité.

Nous devons apaiser les préoccupations légitimes d'un grand nombre de personnes et étudier les moyens de surmonter nos différences. Nous avons besoin d'un nouveau mode de répartition de la charge; il nous faut adopter une nouvelle approche.

Pour ceux qui franchissent le pas, la réalité est cruelle. Ils mettent leur destin entre les mains de trafiquants sans scrupules, qui abandonnent les plus vulnérables à leur sort. **Jamais des criminels ne devraient pouvoir décider du sort d'un être humain ou dicter leur loi quant à savoir qui peut ou ne peut pas entrer dans l'Union européenne**. Nous

devons déstructurer et démanteler leur modèle économique en nous servant de tous les outils qui sont à notre disposition.

Il est essentiel de renforcer la coopération avec les **pays tiers**, qu'il s'agisse de **pays d'origine ou de pays de transit**. L'Europe a la responsabilité d'aider les pays qui accueillent des réfugiés à leur offrir des conditions décentes et humanitaires. À cette fin, je soutiens la mise en place de corridors humanitaires.

Nous avons besoin de diplomatie, de développement économique, de stabilité et de sécurité. Cela aiderait à mettre fin aux activités des passeurs, à renforcer l'engagement en matière de réinstallation, ainsi qu'à mettre en place des voies de migration légale qui nous permettraient de faire venir ceux qui ont les compétences et les talents dont nous avons besoin.

L'Europe respectera toujours les valeurs qui nous sont chères et tendra une main secourable aux réfugiés qui fuient la persécution ou les conflits — c'est notre devoir moral de le faire. Il en va de même lorsqu'il s'agit de sauver des vies en mer. Nous devons adopter, à cet égard, **une approche plus soutenable en matière de recherche et de sauvetage.** Nous devons abandonner les solutions au cas par cas pour passer à une forme de réponse qui s'inscrit dans la durée.

Cette approche globale devrait aller de pair avec une vision claire du traitement des personnes qui ne peuvent pas bénéficier d'une protection et qui doivent faire l'objet d'un retour. La mise à jour de nos règles en matière de retour doit faire partie de la solution. Tout est lié.

Sécurité intérieure

Dans notre Union, toute personne a le droit de se sentir en sécurité dans sa rue et sous son toit. Aucun aspect ne doit être négligé lorsqu'il s'agit de protéger nos concitoyens. Nous devons intensifier notre coopération transfrontière pour combler les failles de la lutte menée en Europe contre les formes graves de criminalité et le terrorisme.

Pour ce faire, nous devons utiliser tous les outils à notre disposition. **Le Parquet européen devrait disposer de davantage de moyens et d'autorité et être habilité à enquêter sur le terrorisme transfrontière et à engager des poursuites en la matière.**

La complexité et la sophistication de notre système financier ont ouvert la voie à de nouveaux risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Pour éviter les failles, nous avons besoin d'une meilleure surveillance et d'une politique globale.

Il est temps de faire passer l'union douanière à l'étape supérieure, en la dotant d'un cadre plus solide qui nous permette de mieux protéger nos citoyens et notre marché unique. Je proposerai un train de mesures audacieuses pour une approche européenne intégrée, afin de renforcer la gestion des risques en matière douanière et d'aider les États membres à procéder à des contrôles efficaces.

5. Une Europe plus forte sur la scène internationale

Je veux une Europe qui affirme son ambition en renforçant le leadership mondial responsable qui fait sa singularité.

Le multilatéralisme est inscrit dans l'ADN de l'Europe. Il est notre principe directeur dans le monde. Ma Commission continuera à s'en faire le champion et veillera au **respect de l'ordre mondial et des règles qui le sous-tendent, ainsi qu'à leur actualisation.**

Nous sommes sur la bonne voie et avons beaucoup fait ces dernières années, mais il reste de grands défis à relever.

Notre action dans le monde doit être la marque d'une ambition, d'une stratégie et d'une assertivité. Nous devons tirer parti de nos forces, affronter nos vulnérabilités et y remédier, et asseoir notre légitimité.

Un commerce libre et équitable

Je suis convaincue que nous pouvons renforcer le rôle de chef de file de l'Europe et sa vocation à fixer les normes au niveau mondial, par **un solide programme en faveur d'un commerce libre et équitable.**

Notre foi dans les échanges commerciaux tient à leur efficacité: ils génèrent plus d'un tiers du PIB de l'UE et sous-tendent plus de 36 millions d'emplois. Nous sommes le premier exportateur de produits manufacturés et de services ainsi que le plus grand marché d'exportation pour 80 pays. Cela montre bien l'envergure du champ d'action de l'Europe et sa force d'attraction pour les entreprises.

Nous nous efforcerons de conclure rapidement les négociations en cours avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande et de poursuivre de nouveaux partenariats si les conditions sont réunies. Nous nous emploierons à consolider un partenariat commercial équilibré et mutuellement bénéfique avec les États-Unis.

Attentive aux préoccupations largement exprimées, **je garantirai le plus haut niveau de transparence**, de communication et de coopération avec le Parlement européen et la société civile tout au long du processus.

En outre, ma Commission proposera toujours que les accords commerciaux ne s'appliquent provisoirement qu'après l'approbation du Parlement européen.

Le commerce n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'assurer la prospérité sur notre territoire et d'exporter nos valeurs dans le monde entier. Je veillerai à ce que tout nouvel accord conclu comporte un chapitre consacré au développement durable et adhère aux **normes les plus élevées de protection en matière de climat, d'environnement et de travail, y compris une tolérance zéro pour le travail des enfants.**

Le commerce n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'assurer la prospérité sur notre territoire et d'exporter nos valeurs dans le monde entier. Je veillerai à ce que tout nouvel accord conclu comporte un chapitre consacré au développement durable.

Le surcroît de richesse qu'apporte le commerce va de pair avec un surcroît de responsabilité. Je nommerai un **responsable du commerce** chargé de veiller à un meilleur

respect de nos accords, de les faire effectivement appliquer, et de faire rapport régulièrement au Parlement européen.

De même, l'Europe se battra toujours pour garantir des conditions de concurrence équitables et s'opposera toujours à tous ceux qui livrent concurrence par le dumping, la dérégulation ou les subventions.

Nous rechercherons toujours des solutions multilatérales, et **j'ai l'intention de jouer un rôle moteur dans la modernisation et la réforme de l'Organisation mondiale du commerce**.

Nous devons également tirer pleinement parti de nos instruments de défense commerciale, s'il y a lieu. Nous devons en outre veiller à faire respecter nos droits, y compris au moyen de sanctions, si le règlement d'un différend commercial est empêché par d'autres parties.

Un rôle plus actif

Le leadership européen implique également de travailler main dans la main avec nos voisins et nos partenaires. Nos valeurs et notre respect du droit international guideront toujours l'approfondissement de nos relations.

L'Union européenne est le premier donateur mondial en matière d'aide au développement Ce faisant, nous cherchons à créer un partenariat d'égal à égal, sans porter atteinte à la liberté ni à la dignité.

Je souhaiterais également que l'Europe adopte **une stratégie globale à l'égard de l'Afrique**, notre voisin proche et notre partenaire le plus naturel.

Ce continent regorge de possibilités et de potentialités favorables à la coopération et aux entreprises. Il hébergera bientôt la classe moyenne la plus jeune et en plus forte progression au monde, avec une consommation privée qui devrait atteindre 2 000 milliards d'euros par an d'ici à 2025. Nous devons tirer le meilleur parti des possibilités politiques, économiques et d'investissement offertes par ces mutations.

Je tiens à **réaffirmer la perspective européenne des Balkans occidentaux**, et la poursuite du processus de réforme dans toute la région m'apparaît tenir un rôle majeur à cet égard. Nous partageons le même continent, la même histoire, la même culture et les mêmes défis. Nous construirons le même avenir ensemble.

Je soutiens pleinement la proposition de la Commission européenne d'ouvrir des négociations avec la Macédoine du Nord et l'Albanie. Le processus d'adhésion offre une occasion unique de promouvoir et de partager nos valeurs et intérêts fondamentaux.

Je suis prête à ouvrir la voie à **un partenariat stratégique ambitieux avec le Royaume-Uni**, qui sera toujours notre allié, notre partenaire et notre ami. Je regrette profondément la décision du peuple britannique mais je la respecte pleinement.

Le Brexit est source d'incertitude pour les droits des citoyens, pour les acteurs économiques et territoriaux, et pour la stabilité et la paix sur l'île d'Irlande. **L'accord de retrait négocié avec le Royaume-Uni est le meilleur et le seul possible pour un retrait ordonné.** Si davantage de temps devait être nécessaire, je soutiendrais une nouvelle prolongation à condition que de bonnes raisons soient avancées.

*Je tiens à **réaffirmer la perspective européenne des Balkans occidentaux**. Nous partageons le même continent, la même histoire, la même culture et les mêmes défis. Nous construirons le même avenir ensemble.*

Je pense que l'**Europe devrait faire entendre une voix plus forte et plus unanime dans le monde**.

Pour être un leader mondial, l'Union doit pouvoir agir rapidement: je mettrai tout en œuvre pour que la majorité qualifiée devienne la règle dans ce domaine. Je travaillerai en étroite collaboration avec le haut représentant/vice-président pour garantir une **approche coordonnée de l'ensemble de notre action extérieure**, qu'il s'agisse de l'aide au développement ou de notre politique étrangère et de sécurité commune.

Pour que l'UE demeure un acteur solide sur la scène mondiale pendant la période 2021-2027, je souhaite qu'elle investisse 30 % de plus qu'aujourd'hui dans les actions extérieures, dans le cadre de son prochain budget à long terme, c'est-à-dire jusqu'à 120 milliards d'euros.

Défendre l'Europe

L'Europe a toujours tiré sa puissance de la paix, et sa paix de la puissance. L'OTAN restera la pierre angulaire de la défense collective de l'Europe. Nous resterons transatlantiques tout en devenant plus européens.

Au cours des cinq prochaines années, nous devrons prendre d'autres mesures audacieuses pour parvenir à une véritable union européenne de la défense.

Dans le cadre du prochain budget à long terme de l'UE, j'entends renforcer le Fonds européen de la défense afin de soutenir la recherche et le développement des capacités. Ce faisant, nous ouvrirons des opportunités majeures à nos industries de haute technologie et à d'autres secteurs de notre économie.

La paix, la sécurité et le développement sont interdépendants. **Il nous faut une approche intégrée et globale de notre sécurité**.

C'est la raison pour laquelle l'Europe devrait jouer un rôle actif et à part entière dans son voisinage, à l'échelon international au sein des Nations unies, notamment par un partenariat plus étroit avec l'Afrique. L'Europe doit aider l'Afrique à concevoir et à mettre en œuvre ses propres solutions aux défis tels que l'instabilité, le terrorisme transfrontière et la criminalité organisée.

Les problèmes de sécurité deviennent hétérogènes et imprévisibles. Les menaces hybrides graves sont devenues une réalité. L'Union européenne doit renforcer sa capacité de réaction et sa résilience.

6. Un nouvel élan pour la démocratie européenne

Je veux une Europe plus ambitieuse, qui nourrisse, protège et renforce notre démocratie.

Le système démocratique de l'Union est unique: il rassemble des députés élus au suffrage direct aux niveaux local, régional, national et européen, ainsi que des chefs d'État ou de gouvernement élus.

Le taux record de participation aux élections européennes de 2019 témoigne de la vitalité de notre démocratie. Nous devons répondre à cet appel en confiant aux Européens un rôle plus important dans la prise de décision. Nous serons plus entreprenants que jamais pour ce souhait devienne réalité.

Davantage de poids accordé aux Européens

Je souhaite que les Européens construisent l'avenir de notre Union. Ils devraient jouer un rôle moteur et actif dans la définition de nos priorités et de notre niveau d'ambition.

Je veux que les citoyens aient leur mot à dire à l'occasion d'une conférence sur l'avenir de l'Europe, qui devrait s'ouvrir en 2020 et durer deux ans.

Cette conférence devrait rassembler les citoyens - dont les jeunes qui y auraient un rôle important - la société civile et les institutions européennes, partenaires sur un pied d'égalité. Il convient de bien la préparer, en fixant clairement sa portée et ses objectifs, d'un commun accord entre le Parlement, le Conseil et la Commission.

Je suis disposée à donner suite aux points qui y seront décidés, y compris par une action législative, s'il y a lieu. Je suis également ouverte à une modification du traité. Si le Parlement européen devait proposer l'un de ses membres pour présider la conférence, je soutiendrai pleinement cette proposition.

Une relation particulière avec le Parlement européen

Je veux renforcer le partenariat entre la Commission européenne et le Parlement européen.

J'ai la conviction que nous devrions accorder un rôle plus important au Parlement européen, qui est la voix des citoyens. **Je suis favorable à un droit d'initiative pour le Parlement européen**.

Lorsque le Parlement, statuant à la majorité de ses membres, adoptera des résolutions demandant à la Commission de présenter des propositions législatives[1], je m'engage à répondre par un acte législatif, dans le plein respect des principes de proportionnalité et de subsidiarité ainsi que de l'accord «Mieux légiférer».

Pour rendre ce processus aussi efficace que possible, je demanderai à mes commissaires de travailler en cheville étroite avec le Parlement européen à chaque étape de l'élaboration et de l'examen des résolutions.

À cet effet, **je veillerai à ce que les commissaires rendent compte au Parlement européen à toutes les étapes des négociations internationales**, selon le

[1] Article 225 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)

modèle établi pour les négociations sur le Brexit.

Je veillerai également à assurer une représentation plus fréquente aux réunions des commissions et à la présence de membres de la Commission lors des discussions de trilogue avec le Parlement européen et le Conseil. J'expliciterai cette exigence dans les lettres de mission que j'adresserai aux commissaires avant le début de leur mandat.

Je veillerai également à établir en priorité un dialogue permanent entre la Commission et le Parlement européen. **Je serai heureuse de raviver la tradition de l'Heure des questions** – un débat régulier avec le Parlement européen.

Le taux record de participation aux élections européennes de 2019 témoigne de la vitalité de notre démocratie. Nous devons répondre à cet appel en confiant aux Européens un rôle plus important dans la prise de décision. Nous serons plus entreprenants que jamais pour ce souhait devienne réalité.

Je travaillerai avec le Parlement européen en vue d'atteindre notre objectif commun d'une action plus démocratique et plus efficace au niveau européen.

L'Union doit exploiter tout le potentiel offert par les traités. **Nous devons tendre vers un plein pouvoir de codécision pour le Parlement européen et la suppression de l'unanimité pour les politiques en matière de climat et d'énergie, en matière sociale et de fiscalité.**

Un meilleur système de «têtes de liste»

L'expérience des élections européennes de 2019 a clairement montré la nécessité de **revoir le mode de désignation et d'élection des dirigeants de nos institutions**. Je suis prête à prendre l'initiative de cette révision, en étroite coopération avec le Parlement européen et les États membres.

Pour rétablir la confiance, je propose de faciliter les discussions entre le Parlement européen et le Conseil européen.

Je suis fermement convaincue que **nous devons améliorer ensemble le système de «têtes de liste» dits *Spitzenkandidaten***. Nous devons en renforcer la visibilité pour l'électorat au sens large et étudier la question de listes transnationales aux élections européennes, en tant qu'outil complémentaire au soutien de la démocratie européenne.

La conférence sur l'avenir de l'Europe devrait présenter ses propositions législatives ou autres sur ce thème, au plus tard à l'été 2020.

La Commission donnera suite à ces propositions lorsqu'elle aura compétence pour agir et elle soutiendra le Parlement européen pour que la législation électorale soit modifiée et approuvée au Conseil.

La nouvelle réglementation devrait entrer en vigueur suffisamment tôt avant les élections européennes de 2024, afin de garantir une plus grande transparence et une plus grande légitimité démocratique.

Plus de transparence et de contrôle

Pour que notre Union inspire confiance aux Européens, ses institutions devraient être ouvertes et irréprochables en matière d'éthique, de transparence et d'intégrité.

Je soutiendrai la création d'un **organe éthique indépendant commun à toutes les institutions de l'UE**. Pour y parvenir, je nouerai un dialogue avec les autres institutions et je collaborerai étroitement avec elles.

Je suis également convaincue qu'il nous faut accroître la transparence tout au long du processus législatif. Je m'y emploierai, en coopération avec le Parlement européen et le Conseil. Nous représentons des institutions qui sont au service des citoyens, et ces derniers ont le droit de savoir qui nous rencontrons, avec qui nous discutons et quelles positions nous défendons.

Protéger notre démocratie

Ces dernières années, nos systèmes et nos institutions démocratiques ont été la cible d'attaques de plus en plus fréquentes de la part de ceux qui veulent diviser et déstabiliser notre Union. **Nous devons redoubler d'efforts pour nous protéger de toute ingérence extérieure.**

Les plateformes numériques sont des acteurs du progrès pour les citoyens, les sociétés et les économies. Pour préserver ce progrès, nous devons veiller à ce que ces plateformes ne soient pas détournées à des fins de déstabilisation de nos démocraties. Il convient d'élaborer une approche conjointe ainsi que des normes communes pour traiter des problèmes tels que **la désinformation et les messages de haine en ligne**.

Je présenterai un **plan d'action pour la démocratie européenne**. Il permettra de faire face aux menaces de manipulation des élections européennes venues de l'extérieur. Il contiendra des propositions législatives visant à garantir une plus grande transparence en matière de publicité politique payante et des règles plus claires sur le financement des partis politiques européens.

Telle est ma vision d'une Europe plus ambitieuse. Je me battrai pour les idées que je présente devant vous et je m'efforcerai toujours de recueillir le consensus le plus large possible en leur faveur.

Je collaborerai le plus étroitement possible avec le Parlement européen et le Conseil. Les orientations politiques que je présente aujourd'hui, ainsi que les travaux effectués par les autres institutions, constitueront la base du **tout premier programme pluriannuel qui devrait être approuvé par les trois institutions d'ici à la fin de l'année**.

Je donnerai corps à cette vision avant même mon entrée en fonction. Et dès le premier jour, je présenterai un Collège qui respectera la parité hommes-femmes. Dans les 100 premiers jours de mon mandat, je présenterai un pacte vert pour l'Europe . D'ici à l'année prochaine, les Européens auront leur mot à dire lors d'une conférence sur l'avenir de l'Europe. D'ici à 2024, 10 000 garde-frontières et garde-côtes européens devraient contribuer à protéger nos frontières extérieures et chaque travailleur devrait bénéficier d'un salaire minimum équitable. Et d'ici à 2050, l'Europe devrait être le premier continent au monde à atteindre la neutralité climatique.

Telle est ma vision d'une Europe plus ambitieuse.